

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15, place de la République – CS 70527
28019 CHARTRES Cedex

Chartres, le 01/07/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALLIANCE NEGOCE

2 Rue du Gué Barrault
28140 ORGERES EN BEAUCE

Références : 127/RAPVI/PBi/IC220366

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2022 dans l'établissement ALLIANCE NEGOCE implanté 2 Rue du Gué Barrault 28140 ORGERES EN BEAUCE. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLIANCE NEGOCE
- 2 Rue du Gué Barrault 28140 ORGERES EN BEAUCE
- Code AIOT dans GUN : 0010000127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site d'Orgères-en-Beauce est classé à autorisation pour son activité de stockage de céréales. Il abrite également des activités de stockage d'engrais solides et liquides, ainsi que de produits phytopharmaceutiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'inspection du 9 février 2021 ;
- Suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 juin 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1-VI09022021	Arrêté Préfectoral du 22/11/2000, article 2 §1.2.6	NC1-VI09022021	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC2-VI09022021	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1er Annexe I §4.3	NC2-VI09022021	Sans objet
NC3-VI09022021	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	NC3-VI09022021	Sans objet
NC4-VI09022021	Arrêté Préfectoral du 22/11/2000, article 2 §1.4.5	NC4-VI09022021 Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 09/06/21	Sans objet
D1-VI09022021	Arrêté Préfectoral du 22/11/2000, article 2 §1.2.6	D1-VI09022021	Sans objet
R1-VI09022021	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17-III	R1-VI09022021	Sans objet
Contrôle des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 22/11/2000, article 2 § 1.6.5	/	Sans objet
Suivi des équipements de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1-VI09022021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2000, article 2 §1.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.
Constats : L'exploitant ne précise pas si la procédure mise en place et la zone de rétention obtenue fournit un volume de rétention permettant la reprise du plus gros déversement susceptible d'avoir lieu.
Observations : Constat du 09/02/21 : « L'aire de distribution de gas-oil du site n'a pas été modifiée depuis la précédente inspection. Sur ce point, la non-conformité est reconduite – cf Non-conformité NC1. L'exploitant a indiqué prévoir la mise en place d'une solution de rétention amovible, au vu de l'utilisation peu fréquente de cette aire de distribution » NC1 : Défaut de rétention sur l'aire de distribution de gas-oil. Réponse du 30/03/21 : « Comme indiqué dans le courrier d'inspection du 12/03/21 NC1, au vu de l'utilisation peu fréquente de cette aire de distribution, nous avons mis en place une solution de barrage amovible. Le site est équipé de ces équipements ainsi que de la procédure d'installation. Cette procédure est diffusée sur la porte d'accès la cuve fuel. Vous trouverez ci-joint le document ainsi qu'une photo de la réalisation de cette action. » Constat du 03/06/22 : L'inspection des installations classées a pu observer la présence de la procédure transmise par l'exploitant. Cette procédure est affichée à la fois sur la porte du local de stockage de la cuve gas-oil, ainsi que sur la cuve par elle-même. Par ailleurs, le 3 juin 2022, la procédure avait été mise en place avant le passage de l'inspection pour alimenter le réservoir de l'un des engins de manutention du site. La procédure était respectée. L'exploitant ne précise pas si la procédure mise en place et la zone de rétention obtenue fournit un volume de rétention permettant la reprise du plus gros déversement susceptible d'avoir lieu (compartiment du camion de livraison lors du remplissage de la cuve.)
Type de suites proposées : Susceptible de suite.
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2-VI09022021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1er Annexe I §4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Colonne sèche
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment : [...] - des colonnes sèches dédiées. [...] Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 09/02/21 : « Comme indiqué dans les constats liés à la non-conformité NC5, une non-conformité a été observée le 21 août 2020. Cette non-conformité concerne l'angle entre l'axe de raccord et la verticale de la colonne sèche du silo 3 qui est actuellement de 90°. » NC 2 : Non-conformité de la colonne sèche du silo 3 à la norme NFS 61-750 : la norme prescrit un angle entre l'axe de raccord et la verticale de 45°, là où l'inspection a révélé un axe de 90°. Réponse de l'exploitant du 30/03/21 : Vous trouverez ci-joint le devis, la commande validée ainsi que l'attestation de réalisation des travaux réalisés le 19/02/21. Constat du 03/06/2022 : L'exploitant a présenté le rapport Eurofeu de vérification des colonnes sèches du site daté du 18 août 2021. Le prestataire indique que son contrôle est réalisé selon la norme NFS 61-759. Ce rapport ne liste pas de non-conformité sur les colonnes sèches du site. L'inspection des installations classées a également constaté que l'angle entre l'axe de raccord et la verticale de la colonne sèche du silo 3 est désormais de 45°.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3-VI09022021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 09/02/2021 : « L'exploitant a indiqué que la prochaine mise à jour du rapport quadriennal de contrôle des installations électriques sera en 2022, et n'a pas présenté le rapport établi suite aux contrôles réalisés en 2018 indiqués dans son courrier du 18 juin 2018. » NC3 : L'exploitant n'a pas présenté le dernier avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en fonction du zonage ATEX dans lequel ils sont installés, ainsi que le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport de cet organisme. Réponse de l'exploitant du 30/03/2021 : Le prochain rapport quadriennal est en 2022, nous vous enverrons le rapport à réception. Lors de la vérification annuelle réalisée le 02/12/20, la liste des appareils susceptibles d'être à l'origine d'une explosion a bien été présentée. Ci-joint le rapport sans observation. Constat du 03/06/2022 : L'exploitant a présenté le rapport ICPE de vérification des installations électriques réalisé par DEKRA et daté du 14 décembre 2021. Ce rapport indique que l'ensemble des documents demandés ont été présentés. Ce rapport ne présente par ailleurs pas d'observations. L'exploitant a également présenté le rapport complet de vérification quadriennal des installations électriques, également réalisé par DEKRA et daté du 18 novembre 2019, pour une intervention du 15 novembre 2019. Ce rapport n'a pas relevé de non-conformité sur les classements ATEX des équipements installés sur l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4-VI09022021**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2000, article 2 §1.4.5**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions sonores**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores générées par l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

35 < E* < 45 jour : 6 dB(A)

35 < E* < 45 nuit : 4 dB(A)

E > 45 jour : 5 dB(A)

E > 45 nuit : 3 dB(A)

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 juin 2021 :

La société ALLIANCE NÉGOCE [...] est mise en demeure de respecter le point 1.4.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2000 susvisé en respectant les valeurs d'émergence en zone à émergence réglementée [...].

Constats : Pas de non-respect constaté.**Observations :** Constat du 09/02/21 :

Sur les 2 points situés en zone d'émergence réglementée, ce rapport indique des niveaux d'émergence constaté de jour à respectivement 21,5 dB et 16 dB, ce qui est largement supérieur aux 5 dB d'émergence réglementairement autorisés en journée – cf Non-conformité NC4. L'exploitant a indiqué, en se basant sur un rapport antérieur, que cette émergence élevée ne correspond pas à des conditions habituelles, la coopérative MBLD située à proximité du site étant à l'arrêt lors des mesures du 23 novembre 2020.

NC4 : Le contrôle des émissions sonores réalisé suite à la plainte du 10 septembre 2020 a révélé un dépassement de l'émergence en ZER de 21,5 dB pour 5 dB autorisés.

Réponse de l'exploitant du 30/03/21 :

« Nous rappelons que les valeurs obtenues en limite de propriété sont conformes. Comme vous l'avez précisé à la page 16 du rapport d'inspection, lors de la mesure de l'émergence, la coopérative à proximité était à l'arrêt le jour des mesures. Le niveau résiduel en journée est comparable au niveau résiduel mesuré de nuit et lors d'une précédente mesure de bruits le niveau résiduel était de 67.2 dB contre 43.5 dB le 23/11/20. Nous rappelons que le dépassement de l'émergence est dû uniquement à la centrale d'aspiration pour le nettoyage, utilisation ponctuelle environ 2 semaines tous les 3 mois. Ce dispositif permet d'atteindre un bon niveau de propreté en limitant la mise en suspension des poussières.

Actuellement nous étudions des possibilités techniques pour réaliser des aménagements complémentaires sur le dispositif actuel ou remplacer la centrale d'aspiration par un dispositif moins bruyant (montant d'environ 20 000 euros) lors de l'exercice 2021-2022. »

Complément du 28/04/2022 :

"Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 juin 2021 vous trouverez ci-joint le nouveau rapport mesures acoustiques réalisé au mois de mars pour le site d'Orgères en Beauce. Les résultats de cette étude sont conformes et confirment que notre plan d'action (changement de la centrale d'aspiration) permet de respecter l'AP du 09 juin 2021."

Constat du 03/06/2022 :

Pour rappel, lors de la dernière inspection effectuée le 9 février 2021, cette prescription a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure daté du 9 juin 2021. L'exploitant disposait de 9 mois pour régulariser la situation.

Le rapport joint par l'exploitant à sa transmission du 28 avril 2022 est réalisé par DEKRA et daté du 26 avril 2022, basé sur une intervention du 31 mars 2022. Sur la période jour (7h-22h), le rapport liste une émergence sur les points 3 et 4 (situés en zone d'émergence réglementée) égale à 4 et 2 dB respectivement, pour une valeur limite de 5 dB.

Par ailleurs, les mesures de bruit sur les points 1 et 2 situés en limite de propriété rapportent un résultat de 53,5 dB et 49,5 dB respectivement, pour une valeur limite fixée à 70 dB.

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites :** Sans objet

Nom du point de contrôle : D1-VI09022021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2000, article 2 §1.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention engrais liquides
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir ; - 50% de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 09/02/2021 : Concernant son stockage d'engrais liquides, l'exploitant dispose de 2 cuves de 160 m ³ , et de 4 cuves de 80 m ³ , pour une quantité totale de 640 m ³ . Des estimations du volume de la rétention associée ont été réalisées le 9 février 2021 par l'exploitant, amenant à une valeur estimée de 420 m ³ . L'exploitant est invité à confirmer le volume de la rétention associée aux cuves de stockage d'engrais liquide. D1 : L'exploitant transmet la taille de la rétention associée au stockage d'engrais liquides. Réponse de l'exploitant du 30/03/2021 : Nous avons de nouveau réalisé une estimation de la rétention (dimension 7.5*30*2) soit 420-450 m ³ . La rétention est correctement dimensionnée. Constat du 03/06/2022 : L'inspection des installations classées prends note de l'estimation de l'exploitant qui confirme que le volume de la rétention associée aux cuves de stockage d'engrais liquide est d'un volume suffisant par rapport aux stocks d'engrais liquide présents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : R1-VI09022021

Référence réglementaire : Rapport de l'inspection du 9 février 2021
Thème(s) : Citerne GPL
Prescription contrôlée : L'exploitant est invité à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées lors de la prochaine inspection annoncée, les rapports des dernières vérifications périodiques de la citerne de gaz GPL.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 09/02/2021 : Le 9 février 2021, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un macaron de contrôle daté de l'année 2020. Cependant, l'exploitant n'a pas présenté le rapport de contrôle établi suite à ce contrôle. R1 : L'exploitant est invité à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées lors de la prochaine inspection annoncée, les rapports des dernières vérifications périodiques de la citerne de gaz GPL. Réponse de l'exploitant : Nous prenons note de votre remarque. Constat du 03/06/2022 : L'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique au titre de la réglementation des équipements sous pression de la cuve de GPL situé sur son site. Ce rapport, réalisé par ANTARGAZ et daté du 29 septembre 2020, indique que l'ensemble des équipements est en bon état, et ne liste pas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2000, article 2 § 1.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels qu[...]extincteurs mobiles [...]. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs réalisé par Eurofeu et daté du 4 janvier 2022. Ce rapport liste plusieurs extincteurs comme devant être remplacés. Le reste du parc est noté comme en bon fonctionnement. Pour compléter, l'exploitant a présenté le rapport de remplacement des extincteurs âgés, réalisé par Eurofeu et daté du 2 février 2022. Ce rapport indique que les extincteurs notés "à remplacer" sur le rapport du 4 janvier ont été changés par des matériels neufs en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des équipements de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre, réalisé par SOCOTEC et daté du 1er décembre 2021. Ce rapport indique que l'ensemble des documents demandés ont été présentés, et ne relève pas de non-conformité sur les installations du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet